

N° 08/01947

SA Electricité de France
SA Figeac Aero

Contentieux Judiciaire

Numéro JurisData : 2009-018944

Abstract

:Responsabilité civile, **responsabilité** contractuelle, cause exonératoire, force majeure, **coupures d'électricité** à la suite de retraits de fusibles lors de mouvements sociaux, preuve de l'extériorité (non), imprévisibilité des coupures (non), appréciation au moment de la conclusion du contrat, irrésistibilité des coupures (non), réparation, faute contractuelle de la victime, absence de mesures permettant d'éviter ou de minimiser les conséquences préjudiciables des coupures (non).

Résumé

Ne sont pas constitutives d'un cas de force majeure les coupures de courant faisant suite à des retraits de fusibles lors de mouvements sociaux de lutte contre la privatisation d'EDF. Le fournisseur d'électricité ne peut prétendre échapper à sa **responsabilité** contractuelle faute d'extériorité, d'imprévisibilité et d'irrésistibilité des coupures de courant.

Tout d'abord, la preuve d'une origine des coupures extérieure à l'entreprise n'est pas rapportée, la thèse de la société victime les imputant aux salariés du fournisseur d'énergie semblant alors la plus probable.

Ensuite, ces coupures n'étaient pas imprévisibles au moment où les parties ont conclu le contrat qui évoquait d'ailleurs dans une de ses stipulations la possibilité de grèves. Des mouvements sociaux accompagnés de coupures de courant et de débats autour des questions de la libéralisation des marchés de l'énergie et de la privatisation des services publics de fourniture de l'énergie existaient déjà avant la signature du contrat.

Enfin, ces coupures n'étaient pas irrésistibles : la société, informée auparavant des mouvements sociaux et des actions envisagées à cette occasion, n'apporte pas la preuve qu'elle a essayé de prendre les mesures pour protéger ses installations et pour éviter des coupures de courant prolongées ou ne mentionne pas les difficultés concrètes qui l'auraient empêchée de prendre de telles mesures. La preuve de l'irrésistibilité ne peut être tirée du simple fait que le mouvement local concerné s'inscrivait dans un mouvement national de lutte contre un projet de privatisation.

De plus, le fournisseur d'électricité ne rapporte pas la preuve de l'existence d'une faute contractuelle commise par son co-contractant : il ne s'explique pas sur la nature et le coût exacts des précautions qui auraient pu permettre, selon lui, à sa cliente d'éviter les conséquences préjudiciables des coupures de courant. En l'occurrence, il ne produit aucun document établissant que l'installation de groupes électrogènes aurait permis de les éviter et constituait bien « la mesure économiquement raisonnable et techniquement efficace » mentionnée dans le contrat de fourniture d'électricité et susceptible de minimiser les conséquences des coupures de courant.

Décisions Antérieures

- ..[Cour de cassation Chambre civile 1 30 octobre 2008 07-17.134](#), Cassation
- ..Cour d'appel Agen 7 mai 2008
- ..Tribunal de commerce Cahors 6 mars 2006